



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2016-2020
Séance du 13 avril 2016 à dix-huit heures trente**



L'an deux mille seize, le treize avril à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents:

MM Caizergues, Carbonneill, Joly, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber,
Mmes Albigès, Bérard, Bertin, Fraisse, Maury, Olivier,

Absents excusés:

Mme Castillo pouvoir à Mme Bertin, Mme Pervent pouvoir à Mr Caizergues, Mme Vella pouvoir à Mr Perez, Mme Vilaplana pouvoir à Mr Palau, Mr Laget, Mr Billette, Mr Hervet, Mme Chibani

Secrétaire de séance: Mireille Olivier

Nombre de membres en exercice: 23

Présents: 15

Absents: 8

Procurations: 4

Votants: 19

Date de convocation et affichage

07 avril 2016

Objet: SPLA - Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier – SAAM
- Transformation de la SPLA SAAM en SPL impliquant une modification de la forme et de l'objet social,
- Modification portant sur la dénomination sociale,
- Autorisation du représentant de la collectivité à participer au vote de l'assemblée générale extraordinaire de la société

Monsieur le Maire rappelle que la Ville de Lavérune est actionnaire de la SPLA Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier – SAAM, dont elle détient 120 actions.

Il indique que le conseil d'administration de la SAAM qui s'est réuni le 29 mars 2016 envisage :

- de modifier la dénomination sociale,
- de transformer la SAAM qui est actuellement une SPLA (société publique locale d'aménagement) en une SPL (société publique locale).

Les motivations sont les suivantes :

- Impulser une nouvelle dynamique à la société avec une meilleure lisibilité du nom.
- Ouvrir l'activité de la société vers d'autres prestations et avoir une intervention de la société dans des domaines plus étendus.

En effet, en tant que SPLA, la société ne peut intervenir que pour réaliser des opérations d'aménagement, et, le cas échéant, des opérations de constructions connexes.

Une SPLA a la forme juridique d'une société anonyme, elle est détenue uniquement par des collectivités ou des groupements de collectivités, elle ne peut travailler que pour ses actionnaires, vis-à-vis desquels elle a le statut de quasi régie (organisme « in house ») avec laquelle les contrats sont passés sans être mis en concurrence, mais sous réserve que ses actionnaires exercent sur elle un contrôle analogue à celui qu'ils exercent sur leurs propres services.

Toutefois, il existe une autre forme de société, la société publique locale (SPL), qui présente des caractéristiques générales similaires à celles de la SPLA, mais qui peut intervenir dans des domaines plus étendus, à savoir l'aménagement, la construction, la

gestion de services publics industriels et commerciaux, et toutes autres activités d'intérêt général.

En tant que SPLA le domaine d'intervention de la SAAM est donc limité ; il est proposé dans ces conditions de faire évoluer sa forme juridique, pour en faire une SPL et profiter de cette modification pour changer sa dénomination sociale également.

Ces changements vont nécessiter d'adapter les statuts de la société, et en particulier, les articles 1 « forme », 2 « objet social » et 3 « dénomination sociale ».

Les modifications proposées sont les suivantes :

➤ **Article 1er – Forme**

Ancienne rédaction

La société est une société publique locale d'aménagement, régie par l'article L. 327- 1 du code de l'urbanisme, par les dispositions du code de commerce relatives aux sociétés anonymes, par les articles L. 1524-1 à L. 1524-7 du code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

Nouvelle rédaction

Il est formé entre les propriétaires d'actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société dont la forme est une société publique locale régie par l'article L. 1531-1 du code général des collectivités territoriales, ainsi que par les dispositions du titre II du livre 5 de la première partie du même code, par les dispositions du livre II du code de commerce, et par les présents statuts.

➤ **Article 2 – Objet social**

Ancienne rédaction

Conformément aux dispositions L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, la société a pour objet de mener des actions ou opérations d'aménagement ayant pour finalité :

- de mettre en œuvre un projet urbain ou une politique locale de l'habitat ;
- d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ;
- de favoriser le développement des loisirs et du tourisme ;
- de réaliser des équipements collectifs ;
- de lutter contre l'insalubrité ;
- de permettre le renouvellement urbain ;
- de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

À cet effet, la société pourra passer toute convention appropriée, et effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières se rapportant à l'objet défini ci-dessus.

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.

Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires, et pour leur compte exclusif.

Nouvelle rédaction

La société a pour objet, exclusivement pour le compte des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires, et sur leur territoire géographique, d'apporter une offre globale de services de qualité en termes :

- d'aménagement,
- d'urbanisme et d'environnement,
- de développement économique, touristique et de loisirs.

Dans ces domaines, la société pourra :

- assurer des missions d'information, de promotion et d'animation, de recherche et de formation,
- réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme,



- réaliser des opérations de construction, de rénovation d'équipements de tout immeuble, local ou ouvrage,
- assurer l'exploitation et l'entretien d'ouvrages et équipements,
- étudier et réaliser des équipements publics.

Et, plus généralement, la société pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières, présentant un intérêt général pour les actionnaires, qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

➤ **Article 3 – Dénomination sociale**

Ancienne rédaction

La dénomination sociale est : Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier.

Tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Publique Locale d'Aménagement » ou des initiales « SPLA » et de l'énonciation du montant du capital social.

Nouvelle rédaction

La dénomination sociale est : Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole – SA3M

Tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Publique Locale » ou des initiales « SPL » et de l'énonciation du montant du capital social.

Monsieur le Maire précise que techniquement, hormis ces modifications sur l'objet social, la dénomination sociale et les adaptations techniques nécessaires (références de textes par exemple, ou encore suppression de l'obligation qu'une collectivité soit toujours majoritaire), le fonctionnement de la société restera inchangé par rapport à celui qui prévalait antérieurement, notamment en matière de contrôles.

Conformément à l'article L. 1524-1 du code général des collectivités territoriales, ces modifications statutaires doivent être autorisées préalablement par l'assemblée délibérante des collectivités actionnaires.

Le conseil municipal après en avoir délibéré ;

- vu le CGCT, notamment son article L. 1524-1 et l'article L. 327-1 du code de l'urbanisme ;
- vu, le code de commerce ;

1° - approuve :

Le projet de modification des articles 1 «forme», 2 «objet social» 3 «dénomination sociale» des statuts de la SPLA Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier – SAAM dont la collectivité est actionnaire, selon les modalités suivantes ;

➤ **Article 1er – Forme**

Ancienne rédaction

La société est une société publique locale d'aménagement, régie par l'article L. 327- 1 du code de l'urbanisme, par les dispositions du code de commerce relatives aux sociétés anonymes, par les articles L. 1524-1 à L. 1524-7 du code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

Nouvelle rédaction

Il est formé entre les propriétaires d'actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société dont la forme est une société publique locale régie par l'article L. 1531-1 du code général des collectivités territoriales, ainsi que par les dispositions du titre II du livre 5 de la première partie du même code, par les dispositions du livre II du code de commerce, et par les présents statuts.

➤ **Article 2 – Objet social**

Ancienne rédaction

Conformément aux dispositions L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, la société a pour objet de mener des actions ou opérations d'aménagement ayant pour finalité :

- de mettre en œuvre un projet urbain ou une politique locale de l'habitat ;
- d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ;
- de favoriser le développement des loisirs et du tourisme ;
- de réaliser des équipements collectifs ;
- de lutter contre l'insalubrité ;
- de permettre le renouvellement urbain ;
- de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

À cet effet, la société pourra passer toute convention appropriée, et effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières se rapportant à l'objet défini ci-dessus.

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.

Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires, et pour leur compte exclusif.

Nouvelle rédaction

La société a pour objet, exclusivement pour le compte des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires, et sur leur territoire géographique, d'apporter une offre globale de services de qualité en termes :

- d'aménagement,
- d'urbanisme et d'environnement,
- de développement économique, touristique et de loisirs.

Dans ces domaines, la société pourra :

- assurer des missions d'information, de promotion et d'animation, de recherche et de formation,
- réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme,
- réaliser des opérations de construction, de rénovation d'équipements de tout immeuble, local ou ouvrage,
- assurer l'exploitation et l'entretien d'ouvrages et équipements,
- étudier et réaliser des équipements publics.

Et, plus généralement, la société pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières, présentant un intérêt général pour les actionnaires, qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.



➤ **Article 3 – Dénomination sociale**

Ancienne rédaction

La dénomination sociale est : Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier.

Tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Publique Locale d'Aménagement » ou des initiales « SPLA » et de l'énonciation du montant du capital social.

Nouvelle rédaction

La dénomination sociale est : Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole – SA3M

Tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Publique Locale » ou des initiales « SPL » et de l'énonciation du montant du capital social.

2° - autorise :

Son représentant à l'assemblée générale extraordinaire de la SPLA Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier – SAAM à voter en faveur des résolutions concrétisant ces modifications statutaires, et le dote de tous pouvoirs à cet effet.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-1 du CGCT, le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité.



Ainsi fait et délibéré
Laverune le 13 avril 2016
Roger CAIZERGUES
Maire

Certifiée exécutoire compte tenu de la date :
- d'envoi dématérialisé en Préfecture le :
- d'affichage le :

nomenclature : 5.7.8